

## Le tourisme rural intégré en Basse Casamance au Sénégal : une expérience en crise ?

---

Dr Mamadou DIOMBERA  
Enseignant-Chercheur  
Département Tourisme  
Université Assane SECK de Ziguinchor  
mdiombera@univ-zig.sn

### Résumé

Au début des années 1970, l'activité touristique en Basse Casamance s'est diversifiée ; elle a été plus orientée vers le tourisme rural intégré qui constitue la première expérience relativement originale et réussie de tourisme solidaire au Sénégal. Cette forme de tourisme a ouvert, tant pour la destination Casamance que pour les communautés autochtones, de nouvelles opportunités en matière de développement socio-économique, environnemental et culturel. Cependant, quarante années après, cette expérience touristique bute contre des défis majeurs qui suscitent ainsi des interrogations sur la pertinence et la survie du modèle. Ce constat est particulièrement préoccupant qu'il nécessite une réflexion sur les mécanismes de fonctionnement et de gestion communautaire. Dans ce cadre, l'étude analyse les différentes péripéties du succès du modèle et de son déclin nécessitant un réajustement.

Combinant une analyse de documents officiels, des médias et des sites Internet à des enquêtes qualitatives de terrain, l'étude permet d'appréhender l'efficacité des stratégies de développement du tourisme intégré dans des conditions socio-économiques et des contraintes structurelles et conjoncturelles auxquelles il fait face aujourd'hui au sein des communautés locales.

**Mots-clés :** tourisme intégré, Basse Casamance, campements touristique, tourisme solidaire,

In the early 1970s, the development of tourist activity in Lower Casamance diversified towards integrated rural tourism, which is the first experience of solidarity tourism in Senegal. This tourist formula has opened up new opportunities for both the Casamance destination and the indigenous communities in terms of socio-economic, environmental and cultural development.

However, forty years later, this tourist experience is plagued by major challenges, which raise questions about the relevance and survival of the model. This question is particularly worrying, as it requires reflection on the mechanisms of functioning and community management. In this context, the study analyzes the various vicissitudes of the success of the model to its decline requiring readjustment.

Combining an analysis of official documents, media and websites with qualitative field surveys, the study helps to understand the effectiveness of integrated tourism development strategies on the socio-economic conditions of local communities and structural constraints, and economic conditions it faces today.

**Keywords:** integrated tourism, Lower Casamance, tourist camps, solidarity tourism,

## **Introduction**

Au Sénégal, la Basse Casamance bénéficie d'un riche potentiel touristique mais largement sous-exploité (Diombéra, 2010). Cette région, à vocation essentiellement agricole, est également une région verte qui possède des ressources naturelles très variées, des zones de végétation préservées ainsi qu'une faune sauvage notamment ornithologique riche et variée. Les populations pratiquent la pêche artisanale, l'agriculture et l'élevage de petit bétail (Diouf, 2003).

Dans les années 1970, à côté du tourisme balnéaire et de détente illustré par les stations touristiques du Cap Skirring, de Kafountine et d'Abéné, la Basse Casamance a particulièrement été la précurseuse d'un produit touristique dit « rural intégré » comparable à ce que l'on appelle communément aujourd'hui tourisme équitable ou tourisme solidaire. Ainsi, dans la perspective de faire du secteur du tourisme un vecteur clé de croissance économique et sociale, les pouvoirs publics ont développé une stratégie fondée sur le développement local et la lutte contre la pauvreté, la diversification des destinations et le développement de produits alternatifs. C'est ainsi que la priorité fut donnée à trois zones, à savoir le Saloum, le pays Bassari et la Basse Casamance dont les particularités physiques et les atouts naturels favorisent la promotion du tourisme intégré avec l'implantation de campements villageois.

Le tourisme rural intégré est caractérisé par la création de campements communautaires et la mise en valeur de potentialités touristiques des terroirs grâce à l'appui des partenaires techniques et financiers comme l'Agence de Coopération Culturelle et Technique, devenue depuis 1995 l'Agence de la Francophonie. L'objectif est de développer et promouvoir un type de tourisme alternatif capable de faire face à la montée vertigineuse du tourisme balnéaire de masse peu profitable aux communautés indigènes. Ce type de tourisme a connu un essor considérable dans le temps surtout avec le développement des espaces ruraux et de nouvelles destinations plus exotiques à travers la Casamance. C'est ainsi qu'au total, seize campements de tourisme intégré ont été construits dans les différentes localités rurales de la Basse Casamance. Ces derniers sont gérés et exploités par les communautés autochtones elles-mêmes. Les bénéfices sont destinés à la réalisation d'équipements collectifs tels que des écoles, des cases de santé, des dispensaires, des salles de classe, des pistes de production et des puits.

Mais, l'éclatement du conflit armé en 1982 a plongé la région dans un climat d'insécurité avec des effets néfastes sur l'économie locale, plus particulièrement sur le secteur du tourisme. Dans les années quatre-vingt-dix, la crise s'est exacerbée avec l'apparition de mines entraînant la fermeture des campements villageois. À ces contraintes conjoncturelles, se sont ajoutées des contraintes structurelles qui ont provoqué une destruction insidieuse des infrastructures sociales de base et la baisse drastique des fréquentations touristiques (Diombéra, 2010).

Sous ce rapport, l'étude se propose de mettre en évidence les initiatives que les pouvoirs publics et les acteurs locaux ont mises en œuvre pour valoriser le territoire (comme source d'avantages concurrentiels). Cependant, après quatre décennies de développement, cette forme de tourisme est

confrontée à d'énormes difficultés d'ordre structurel et conjoncturel qui entravent, sans nul doute, l'émergence touristique de la Basse Casamance. De ce point de vue, il s'agit de cerner les contraintes majeures qui freinent la réussite de ce modèle touristique et d'analyser les différentes possibilités de relance durable.

Pourtant, aujourd'hui la redynamisation des campements villageois pour répondre à un développement durable à la base, se pose avec acuité. Cela passe, à certains égards, par l'implication et la synergie de tous les acteurs du milieu, à savoir les conseils d'administration des campements, les associations villageoises, les institutions étatiques, les partenaires d'appui, les opérateurs touristiques privés et les élus locaux.

Pour mieux appréhender la question l'approche méthodologique mobilisée combine une variété de démarches. Elle repose sur la revue littéraire des documents liés à la problématique et des interviews individuelles semi-dirigées tenues avec une quarantaine de personnes. Les principales cibles étaient composées d'opérateurs touristiques comme les gérants de campements villageois, les populations, mais aussi les touristes. Cette démarche a permis de cerner de manière approfondie, d'une part, les causes et les conséquences de la crise sur les conditions de vie des communautés autochtones, et les différentes solutions urgentes à mettre en œuvre pour asseoir un véritable tourisme au service du développement local, d'autre part.

Dans cette perspective, il convient de s'interroger sur les politiques de développement du tourisme intégré et de mise en valeur des ressources patrimoniales au profit des communautés locales et de voir comment réorganiser, redynamiser et renforcer les stratégies de façon à assurer l'efficacité de la gestion durable du potentiel touristique de la Basse Casamance. Dès lors, pour mieux élucider ces questions, il s'agit de montrer d'abord l'essor et l'impact de cette forme de tourisme en Basse Casamance, son importance dans les localités où elle s'est développée et les freins inhérents à son développement, c'est-à-dire sa décadence. Autrement dit, il s'agit de traiter des facteurs qui remettent en cause tous les acquis du passé, à savoir le conflit armé, le manque d'organisation et de professionnalisme, l'absence de rénovation des campements et le découragement, voire la désaffection des communautés locales vis-à-vis du projet.

Au regard de ces considérations, l'étude procède à faire en premier lieu un bilan des principales expériences du tourisme intégré comme une forme de tourisme solidaire et responsable. En second lieu, elle suggère de nouvelles perspectives de recherche dans l'étude des nouvelles formes alternatives de tourisms en raison des contraintes majeures qui handicapent négativement l'attractivité et la compétitivité de l'offre.

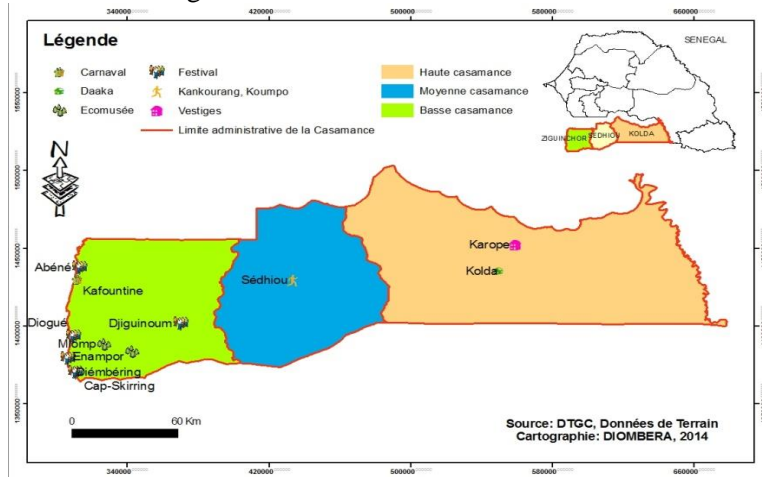
## **1. Matériels et méthodes de recherche**

### **1.1. Présentation de la zone d'étude**

La Basse Casamance est une destination touristique particulière où plusieurs formes de tourisms se développent. C'est la figure de proue, la vitrine du tourisme rural intégré du pays. Elle dispose d'un potentiel touristique naturel et culturel immense et très attractif qui la place en 3<sup>ème</sup> position des destinations touristiques du pays, derrière le Cap-Vert et la Petite Côte, avec une part

prédominante de la zone du Cap-Skiring qui totalise près de 80 % de l'offre et de la demande touristique de la région. Aujourd'hui, la zone compte 7 hôtels de 2 à 5 étoiles et 12 complexes avec appartements et 16 campements relatifs au tourisme intégré d'une capacité d'environ 300 lits. Ces campements sont répartis dans deux zones de développement, à savoir le Kassa et le Fogny.

Figure 1 : carte de la Basse Casamance



La Basse Casamance bénéficie d'une proximité par rapport aux grands foyers émetteurs d'Europe (5 à 6 heures de vol), d'infrastructures de haut standing, d'une diversité de réseaux hydrographiques et de sites naturels : de parcs et de forêts, de plusieurs plages bordées de dunes qui offrent des opportunités de tourisme balnéaire au Cap-Skiring, à Abéné et à Kafountine, d'une variété de musées archéologiques et céramiques, d'une diversité de paysages pittoresques propices au tourisme rural intégré dans l'arrière-pays, d'une mosaïque ethnique, d'une palette de manifestations socio-culturelles et patrimoniales fascinantes comme la lutte traditionnelle des jeunes filles et des jeunes garçons et d'une richesse indéniable de son histoire et de savoir-faire artistiques et artisanaux de sa population composée en majorité d'agriculteurs vivant de la riziculture et de la culture arachidière.

La pêche et l'élevage familial occupent un pan important de l'économie de la région et apportent des ressources vivrières non négligeables. C'est la région la plus scolarisée du pays après Dakar avec un taux brut de scolarisation de 92,91 %. Cela pose des problèmes en termes de besoins de formation et d'emplois.

## 1.2. Outils et Méthodologie de collecte de données

Pour répondre à la question de recherche, un séjour de dix jours, du 19 au 29 juillet 2022, a été effectué dans les différentes localités qui abritent les campements de tourisme intégré. Des méthodes ethnographiques de l'enquête de terrain, des observations participantes et des entretiens semi-dirigés et informels, ont été mobilisées à certains égards afin de collecter les données. Préalablement et en concomitance, une recherche documentaire a été réalisée pour dresser un bilan des enjeux et défis actuels et futurs du développement de ce modèle touristique.

Sur cette base, les individus sont sélectionnés par la technique de la grappe et ensuite par l'approche de la *boule de neige*, quatorze (14) gérants et travailleurs de campements, treize (13) agriculteurs et vingt (20) touristes ont été interrogés. Les gérants et les employés des campements ainsi que les touristes ont été choisis par échantillon volontaire ou par *boule de neige*. Douze (12) représentants locaux, ont également été interrogés compte tenu de leurs expériences du milieu. Il s'agit des responsables du service régional du tourisme, du président de la fédération des associations des campements intégrés de la Casamance et des conseillers municipaux. Une grille d'entrevue a guidé les échanges, excepté pour le cas des discussions informelles. Les observations ont été constantes tout au long de l'exploration du terrain et des rencontres avec les différents acteurs ciblés.

### **1.3. Traitement et interprétation des données**

Les données recueillies ont découlé de *verbatim* d'entrevues, de notes issues d'observations participantes et de recherches documentaires effectuées sur l'expérience de tourisme intégré. La recherche documentaire a permis de colliger des informations substantielles sur le contexte de développement et d'émergence du tourisme intégré au Sénégal, en général et en Basse Casamance, en particulier.

La recherche de terrain a permis d'appréhender de manière systématique et empirique les avantages et les inconvénients de cette expérience touristique *in situ* sur le plan de la transformation socio-économique et environnementale des territoires d'accueil en portant une attention particulière aux perceptions et interprétations locales de l'apport des campements aux communautés autochtones. Cette démarche a permis d'examiner la manière dont celles-ci conçoivent et situent l'enjeu du développement des campements villageois face aux mutations socio-économiques et environnementales de leur localité.

Quant à l'enquête menée auprès des acteurs locaux, elle a permis de cerner les impacts qui sont unanimement mitigés. Ainsi, même s'ils ont des apports favorables, le tourisme intégré fait face à des contraintes d'ordre organisationnel et managérial, tels que le manque de mécanisme de coordination, l'absence de cadre d'échanges et de dialogues féconds entre acteurs, mais aussi la défaillance de l'administration pour empêcher l'exploitation des ressources locales fragiles.

## **2. Résultats**

### **2.1. Les conditions d'émergence et d'évolution du tourisme rural intégré**

L'essor du tourisme intégré a fortement participé à l'amélioration de la compétitivité de la Basse Casamance. C'est le contexte particulier de l'époque qui a favorisé la recherche d'une alternative de développement touristique par la création de nouvelles dynamiques économiques pour faire face à la construction de l'enclave touristique de Cap-Skiring. À cet effet, dans le but de diversifier l'offre et de valoriser le potentiel touristique de la région, un vaste programme de construction de campements intégrés fut initié par les pouvoirs publics avec l'appui des partenaires techniques. Ce choix s'est matérialisé par la mise en place d'importants équipements et infrastructures socio-

économiques en vue de mettre au point la formule « tourisme de brousse »<sup>1</sup> en 1972 qui constitue une nouvelle manière de penser et faire du tourisme.

Le contexte de l'époque était favorable en ce sens que les conditions permettaient une telle ambition qui a incité l'État à opter pour une stratégie de développement touristique diversifiée qui se matérialise par la promotion du tourisme intégré qui prône à la fois les contacts humains et les immersions culturelles, comme l'affirmaient ses initiateurs Adama Goudiaby et Christian Saglio: « *si le touriste est ce voyageur qui s'en va au bout du monde chercher un bout de conversation, le campement villageois est le cadre idéal de son rêve, et le développement à la base par la création d'activités génératrices de revenus* ».

Le tourisme intégré se pratique au sein des campements villageois dont le premier, situé à Elinkine, a été créé en 1974. Ainsi, en moins de 10 ans, une quinzaine de campements est mise en place avec comme caractéristiques principales : une infrastructure simple et convenable qui s'inspire de l'habitat vernaculaire et des éléments de la culture traditionnelle de la localité d'accueil comme des cases rondes, des cases à étages ou des cases à impluvium ; l'implication des populations villageoises dans la construction, de la gestion et de l'exploitation de l'infrastructure ; la promotion avec en toile de fond sur les us et coutumes, les mœurs, l'identité culturelle et le folklore; la découverte du milieu rural, du paysage, de la forêt, de la faune et de la flore. Ainsi, de 1974 à 1992, seize (16) campements villageois ont été construits :

- dans le département de Bignona : 8 campements : Abéné, Affiniam, Baila, Koubalan, Kafountine, Diannah, Kabadio, Thiock-Essyl.
- dans le département de Ziguinchor : 5 campements : Énampore (2<sup>ème</sup> campement en 1976), Djifaghor, Sékety, Dioher.
- dans le département d'Oussouye : 3 campements : Élinkine (1<sup>er</sup> campement en 1974), Oussouye, Niambalang,

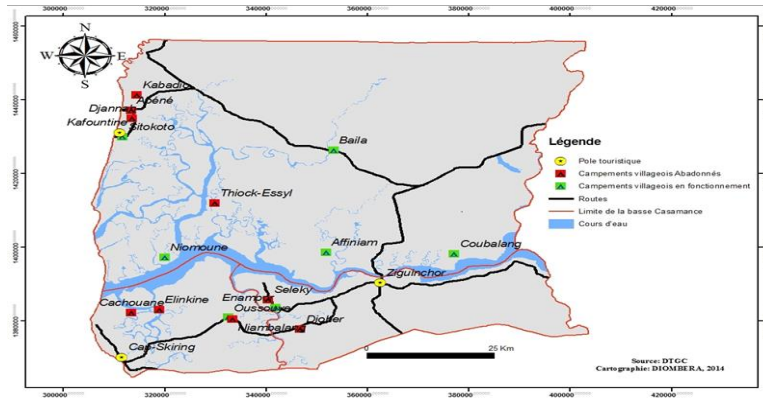
Les principales sources de financement pour la réalisation de ces campements sont :

- Agence pour la Coopération Culturelle et Technique (ACCT), devenue depuis 1995, Agence de la Francophonie : 8 000 000 FCFA (Élinkine, Énampore, Thionck-Essyl, Baila)
- Canada : 8 000 000 FCFA (Affiniam, Koubalan, Abéné)
- France : 8 000 000 FCFA (Oussouye, Palmarin)

**Figure 2** : les campements de tourisme intégré en Basse Casamance

---

<sup>1</sup>Christian Saglio, ethnologue de profession, conseiller technique à la Délégation générale au tourisme au Sénégal en collaboration avec Adama Goudiaby, responsable régional de l'Artisanat d'Art en Basse Casamance nommé coordinateur régional du tourisme rural intégré ont muri ce projet.



L'objectif consistait à créer des campements touristiques construits, animés, gérés et exploités par la population villageoise, c'est-à-dire une gestion communautaire qui permet aux habitants de vivre du tourisme et de pouvoir y combiner leurs activités de base et d'en faire un moyen de développement endogène. Avec une architecture authentique respectant le bâti local et des matériaux de construction naturels en argile, en bois et en paille, au confort simple mais fonctionnel, un soin particulier est apporté à l'intégration paysagère et écologique de ces bâtiments. La faible dimension de ces constructions leur permet aussi de limiter l'impact écologique de la consommation d'eau et des rejets de déchets mais également de restreindre le flux touristique en termes de capacité de charges et d'éviter un « choc culturel » du point de vue des villageois. Tous les postes de fonctionnement étaient pourvus localement et un conseil villageois en assurait la gestion.

**Tableau 1 : Profil des campements villageois de la Basse-Casamance, saison 2008-2009**

Campement	Année d'ouverture	Villages concernés	Capacité et mode d'hébergement*	Tarifs hébergement et restauration	Principales activités proposées	Distance depuis Ziguinchor
Affiniam	1978	Affiniam, Djilapao, Bouteum	44 lits 22 chambres Case à impluvium	H : 3000 FCFA/ nuitée Pd : 1800 FCFA Repas : 2500 FCFA Pc: 11800 FCFA	-randonnée en pirogue - pêche dans les bolongs** - représentations folkloriques	30 km (route et piste)
Baïla	1976	Baïla, Suelle	46 lits 17 chambres Grande case traditionnelle	H : 3000 FCFA / nuitée Pd : 1800 FCFA Repas : 2500 FCFA Pc: 11800 FCFA	-randonnée en pirogue - pêche dans les bolongs - cours de danse et de percussion - lutte traditionnelle diola	47 km (route)
Coubalan	1979	Coubalan, Finthiok, Djila-coune, Ouonch	18 lits 6 chambres Grande case traditionnelle	H : 3000 FCFA / nuitée Pd : 1800 FCFA Repas : 2500 FCFA Pc: 11800 FCFA	- randonnée en pirogue - pêche dans les bolongs - cours de danse et de percussion - reboisement de la mangrove	22 km (route et piste)
Énampore	1974	Énampore, Essy	25 lits 11 chambres Grande case à impluvium	H : 3000 FCFA/ nuitée Pd : 1800 FCFA Repas : 2500 FCFA Pc: 11800 FCFA	- randonnée en pirogue - pêche dans les bolongs - visite des bois sacrés - transformation du se	25 km (route et piste)
Oussouye	1984	Oussouye Élubaline Édioungou	8 lits 17 chambres Grande case à étage	H : 3000 FCFA/ nuitée Pd : 1500 FCFA Repas : 3500 FCFA Pc: 12800 FCFA	-randonnée en pirogue - excursion en canoë - cours de danse et percussion - repiquage du riz	43 km (route)

Source : compilation de l'auteur à partir du modèle J-P. Principaud

Cette activité gérée et animée par la population locale, garantit un confort minimum et offre la possibilité de contacts réels, d'échanges culturels féconds entre visiteurs et autochtones. Cette expérience leur donne l'occasion de vivre directement les réalités de la zone avec les autochtones sans intermédiaires. Il s'agissait de vivre comme un vrai villageois et avoir les réponses aux différentes interrogations sur la réalité de la vie au village. Il permet de valoriser l'habitat et le potentiel rural en voie de disparition. Plusieurs campements villageois encours de réalisation témoignent l'intérêt que les populations accordaient à l'activité touristique dont les impacts influençaient les autres activités économiques de la localité.

Le tourisme rural intégré est apparu comme la première expérience de tourisme responsable et solidaire au Sénégal avec des impacts positifs sur le développement socio-économique des localités d'accueil. C'est un produit que le Sénégal écoule sur le marché international. Par ce



produit, l'arrière-pays de la Casamance, c'est-à-dire les villages traditionnels sont plus connus à l'étranger que sur le plan national. C'est l'exemple des villages d'Énampore avec sa case à impluvium ou d'Oussouye avec sa case à étages.

D'ailleurs, ce modèle de tourisme est considéré comme un facteur de développement endogène qui permet d'agir sur trois aspects : développer un véritable tourisme de découverte s'appuyant sur un patrimoine naturel et culturel au sens large, lutter contre le chômage endémique en milieu rural notamment l'exode rural des jeunes vers les villes principalement Dakar et mobiliser les populations concernées en les informant et en les motivant autour du projet par la conservation des cultures et la protection de la nature.

### **2.1.1. Le tourisme intégré, facteur de diversification de l'offre touristique en Basse Casamance**

C'est dans ce contexte de crise des activités économiques traditionnelles et balnéaires que le tourisme intégré a fait son apparition. Il s'est développé sur une base locale, porté par des pratiques touristiques orientées vers la nature et la découverte culturelle et patrimoniale. Son émergence a permis de diversifier l'offre touristique en permettant à la destination Casamance d'accueillir de nouveaux types de clients et d'élargir le cercle des visiteurs.

Au fil du temps, ce produit est devenu la forme de tourisme la plus attractive de la destination à l'heure où les tendances de consommation touristiques s'orientent vers la découverte de la nature et des cultures indigènes authentiques, loin des villes et de leurs agitations. Ainsi, il permet de répondre à des besoins de changements de perspectives nés de l'essoufflement du produit balnéaire en se rapprochant de la nature, des habitants et de leur terroir. C'est dans ce contexte que B. D., gérant du campement de Kafountine affirme : *« le tourisme intégré, depuis son insertion en Casamance, a offert un nouveau visage et a permis de diversifier l'offre. Auparavant, plus 25% des touristes qui visitaient la Casamance, séjournaient dans les campements villageois. Aujourd'hui, le problème du tourisme rural est liée à sa position sur le marché du tourisme au Sénégal »*.

### **2.1.2. Le tourisme intégré, facteur de développement socio-économique et culturel**

Le tourisme rural intégré en Basse Casamance est un véritable facteur de développement socio-économique et culturel mais aussi de lutte contre le chômage endémique dans les villages. En effet, dans ces localités où les jeunes vivent dans la précarité et la débauche, le secteur touristique participe à la relance de certaines activités traditionnelles comme l'artisanat, le commerce, entre autres. En effet, dans certains villages, le tourisme est apparu de façon fortuite, parfois comme l'unique possibilité de développement économique et social.

En vérité, le tourisme est un secteur à forte intensité de main-d'œuvre. L'observation des milieux familiaux à Abéné, révèle que dans nombre de familles, la plupart des emplois est destinée aux femmes, catégorie sociale la plus touchée par le chômage et la pauvreté en milieux rural. Celles-ci occupent les postes de femmes de ménages et de cuisinières. De manière générale, les

campements intégrés permettent l'accès des personnes défavorisées à des emplois non qualifiés ou peu qualifiés ou même temporaire selon les cas.

Sur le plan socioéconomique, le tourisme intégré avec son effet multiplicateur, contribue au développement de l'économie locale. Il soutient le développement local à travers des activités génératrices de revenus pour les populations. Cette contribution s'exprime non seulement en termes financiers, mais aussi en termes d'emplois, de financement des infrastructures sociales de base et de la conservation des valeurs culturelles et patrimoniales.

En effet, les emplois créés autour de l'activité touristique et des actions de développement local permettent aux villages, de développer et de consolider leurs infrastructures et leurs économies mais également de lutter contre l'exode des jeunes vers Dakar. A titre d'exemple le campement d'Abéné, créé en 1980, pour un investissement de 3 millions de francs a, dès sa première année de fonctionnement en 1981, créé 5 emplois directs et a généré un bénéfice net de 3,5 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 5,5 millions de francs.

**Figure 3** : Photo du campement de Baila



Source : cliché Diombéra

D'ailleurs, tous les campements ont eu un impact significatif sur le développement local dans plusieurs domaines. Cela est favorisé par l'existence d'un climat propice à son développement qui a permis de réaliser des performances dans divers plans. Il s'agit, entre autres, de la construction d'écoles, des dispensaires, des cases de santé, des maternités, des mosquées et des églises dans plusieurs villages. Dans certaines contrées, les bénéfices ont servi au financement de projets sociaux dans le domaine de la pêche, de l'élevage, du maraichage, de l'artisanat, de l'apiculture, mais aussi dans d'autres localités, une partie des bénéfices a servi à payer l'impôt du village ou à organiser les fêtes et les cérémonies.

Entre 1978 et 1991, plus de 1 408 754 touristes ont séjourné dans les campements villageois qui ont fait régulièrement plus de 20 millions de bénéfices par année. Ces retombées économiques ont été réinvesties dans différents secteurs.

Sur le plan sanitaire, le tourisme intégré a largement contribué à la construction, à l'équipement et à l'achat de médicaments pour les dispensaires et maternités à Elinkine, Enampore, Koubalan et Baila.

Sur le plan éducatif, le tourisme intégré a participé au renforcement du taux de scolarisation des enfants âgés de 6 à 14 ans qui est de 75 %, comparativement à la moyenne nationale qui est de 60 %. Plusieurs villages comme Kafountine, Enampore, Koubalan et Affiniam ont bénéficié de salles de classes, de fournitures et de manuels scolaires grâce aux bénéficiaires du campement.

Sur le plan agricole, il a permis de développer l'agriculture en passant graduellement d'une activité de subsistance à une activité économique de marché. Les paysans se sont orientés vers des cultures fruitières et maraîchères dans l'espoir d'approvisionner les campements. C'est ainsi que des arboriculteurs et des maraîchers locaux ont eu l'opportunité d'approvisionner les campements villageois. Ce qui a favorisé la promotion de plusieurs activités de production telles que : la production avicole, la production bovine, l'apiculture et la culture maraîchère. Dans le même sillage, des Groupements d'Intérêt Économiques (GIE) sont constitués dans les domaines de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage et ont permis de réaliser un verger et un jardin à Koubalan, une sécherie de poisson à Kafountine et des ruches de miel à Baila.

Sur le plan culturel, il a contribué à la sauvegarde et à la mise en valeur du patrimoine architectural et culturel. Les activités culturelles et la production artisanale se sont d'ailleurs bien développées grâce à des programmes d'activités culturelles qui ont favorisé l'ouverture et la rencontre des cultures ainsi que des échanges entre visités et visiteurs. Mieux encore, il a participé à la sensibilisation dans certains villages à la création d'écomusées afin de sauvegarder et de mettre en valeur le patrimoine matériel et immatériel.

Par ailleurs, les campements villageois ont permis la valorisation de l'architecture et de l'artisanat local, mais aussi la pérennisation de techniques artistiques et artisanales liées aux savoir-faire et aux valeurs ancestrales dans les domaines comme les cérémonies d'initiations, la fête des rois et les forêts sacrées.

### **2.1.3. Le tourisme intégré, facteur de développement d'infrastructures sociales de base**

Le tourisme intégré, à travers les politiques d'aménagement, a joué un rôle de premier plan dans le désenclavement des villages jusque-là un peu isolés en améliorant les moyens de transport et de communication, mais aussi l'accès aux services sociaux de base. C'est ainsi que, près de 80 % de la population locale a accès à des commodités par rapport à la moyenne régionale estimée à 30 %. La construction de pistes a permis de désenclaver certaines localités qui regorgent de potentialités touristiques naturelles et culturelles très riches et diversifiées. Il a permis de redynamiser les coopérations bilatérales. En effet, les financements de la GTZ (Allemagne) et du Canada, de la France et de l'Espagne ont permis de construire, réhabiliter et d'équiper des campements.

Le tourisme rural intégré a favorisé le partenariat entre les populations et les touristes. Ce qui a participé ainsi à l'amélioration du cadre de vie local et a donné naissance à plusieurs associations humanitaires et caritatives qui visent à venir en aide à ces localités.

#### **2.1.4. Le tourisme intégré, facteur de protection de l'environnement physique et écologique**

Le tourisme rural intégré crée un environnement agréable et participe à la sensibilisation des populations à la protection de l'environnement. En effet, les campements villageois sont souvent situés à une extrémité des villages d'accueil ; vautreés dans un environnement naturel spécifique caractérisé par une haute valeur biologique, paysagère et écologique tels que les forêts, les mangroves et les cours d'eaux.

Le respect de l'intégrité naturelle des villages apparaît comme une évidence pour relever les défis environnementaux actuels. Les populations entretiennent des liens étroits avec la nature de par leur mode de vie ; et ils sont en train de constater les effets de changements environnementaux qui s'opèrent progressivement sur le territoire et les ressources naturelles qu'ils exploitent pour subvenir à leurs besoins.

La multitude de forêts classées, d'un environnement préservé et d'une avifaune riche et variée doivent être mises en valeur afin de donner au tourisme une dimension durable. C'est ainsi que l'environnement a été amélioré avec la plantation de plus de 350 000 nouveaux arbres autour des campements villageois.

Malgré tous ces apports favorables, les campements villageois font face à diverses contraintes liées au manque de moyens et à l'insuffisance de subvention de la part de l'État, malgré le rôle important qu'ils jouent dans la réalisation des projets sociaux à l'échelle locale.

#### **2.2. De la prospérité à la décadence : un modèle en crise**

Le tourisme rural intégré a connu un accès éclatant par le passé. Sur 5 touristes qui ont visité la Casamance en 1979, les 2 touristes ont fréquenté un campement (SRT, 2001). Mais, aujourd'hui, le tourisme intégré peine à attirer des touristes. Il a perdu son lustre d'antan et les arrivées sont très limitées, ce qui engendre une chute drastique du taux d'occupation. Il est partout de l'ordre de 5 à 10 % selon les campements. Cette situation a provoqué une crise aigüe qui impacte le développement socio-économique des villages. Ainsi, les arrivées dans les campements intégrés ne cessent de péricliter d'année en année passant de plus de 43 000 arrivées en 1991 à 22 000 en 2005, et le secteur touristique fonctionne désormais au ralenti. Il est donc encore bien loin de réussir à exprimer tout son potentiel que ce soit en termes de création d'emplois et de revenus ou de catalyseur de développement économique et social.

C'est cette situation ambiguë et paradoxale amène à s'interroger sur le temps qu'il faudrait pour sa survie. Tous les effets escomptés ne sont pas toujours atteints à cause de multiples obstacles qui freinent son essor. Il s'agit, entre autres, du climat d'insécurité lié au conflit de la Casamance, du manque d'organisation, de professionnalisme et de promotion, du déficit de rénovation des campements, de l'éloignement des sites touristiques, des problèmes infrastructurels, du manque de volonté politique des autorités locales et du manque d'implication, voire du découragement des populations qui ne s'intéressent plus aux campements comme l'affirme D. S. un notable du village

de Baila : « *cela est la conséquence d'une certaine frustration où chacun est loin de penser à l'intérêt collectif* ».

### **2.2.1. Un secteur encore informel : l'inexistence de textes réglementaires et juridiques**

L'absence, jusqu'ici, de cadre réglementaire officiel organisant les campements impactent négativement leur mode de fonctionnement et de gestion malgré les avantages fiscaux dont ils bénéficient que les autres modes d'hébergement conventionnels n'ont pas. S'il est vrai que leur ouverture est autorisée par le ministère du Tourisme, les campements communautaires sont exonérés de toutes les taxes de l'État. Il s'y ajoute que le site d'implantation ne fait souvent l'objet d'aucune délibération, ce qui constitue parfois un moyen de chantage pour imposer une personne parmi le personnel du campement par le propriétaire terrien.

### **2.2.2. Un secteur affaibli par une situation socio politique difficile**

Cependant, après plus de quatre décennies de conflit armé émaillées d'un cortège de malheurs et de souffrances dont les plus marquants sont des milliers de morts, des milliers de personnes déplacées ou réfugiées dans les pays voisins. Des villages entiers sont totalement rasés, des cases et des infrastructures sociales de base complètement détruites.

Dans un tel contexte, le concept de tourisme intégré semble connaître actuellement un affaiblissement à cause du durcissement du conflit au début des années 90, qui a considérablement affecté la fréquentation touristique. Du coup, une dizaine de campements villageois ont été abandonnés, détruits ou occupés par des rebelles ou des militaires. La situation s'est davantage détériorée à cause de la décision du ministère français des Affaires étrangères qui a déconseillé, pendant presque une décennie, ses ressortissants de se rendre en Casamance. Cette décision a entraîné la chute des arrivées puisque 80 % des visiteurs proviennent de la France (J-P. Principaud, 2010). Des milliers de jeunes actifs se sont retrouvés au chômage ou ont fui vers d'autres centres touristiques du pays comme Dakar, Saly et Saint-Louis.

### **2.2.3. Un manque d'organisation, de professionnalisme et de promotion**

L'activité touristique exige de l'organisation et du professionnalisme pour produire un service de qualité. La formation touristique est la transmission d'un ensemble de compétences nécessaires à l'exercice de cette activité. Le déficit de personnel qualifié et expérimenté, à la hauteur des responsabilités, persiste car n'ayant pas reçu de formation dans le domaine du tourisme. Cette insuffisance de ressources humaines tant en disponibilité qu'en qualification représente une réelle menace pour le tourisme intégré. Cette menace est d'autant plus sérieuse que la destination Casamance a du mal à se repositionner face à la rude concurrence des autres zones touristiques du pays comme la Petite Côte et Saint-Louis ou des pays voisins comme la Gambie. Cette contrainte est aujourd'hui durement ressentie sur les performances touristiques de la région, à savoir le taux de fidélité qui est de l'ordre de 20 % et le taux de satisfaction des clients qui se situe à 43 %.

Sur le plan de la promotion, la destination Sénégal demeure encore une destination onéreuse. Le billet d'avion est très cher comparé à certaines destinations d'Afrique comme le Maroc, le Burkina Faso, le Benin et le Mali où le tourisme solidaire bénéficie de tarifs préférentiels et de vols affrétés.

Bien qu'étant membre de l'office du tourisme de la Casamance, les campements villageois bénéficient de peu de retombées escomptées des efforts de promotion jusque-là déployés par l'État et surtout des partenaires techniques et financiers. En effet, la Fédération des Campements Villageois (FECAV) qui regroupe les campements de tourisme intégré manque de dynamisme pour assurer une bonne promotion et ne dispose que d'un site internet pauvre en informations. À cela s'ajoute la dépendance vis-à-vis des professionnels du secteur encore importante et l'absence d'agences de voyages spécialisées dans la commercialisation du produit, à l'exception de l'association « *Terre des hommes* » et de quelques rares agences de voyages à Dakar qui programmaient des séjours dans les campements villageois.

#### **2.2.4. Un manque de rénovation des structures d'accueil**

Les réceptifs d'accueil jouent un rôle déterminant dans la bonne marche d'une destination touristique. L'activité touristique en Casamance souffre d'un manque d'investissements hôteliers malgré que la région soit déclarée zone spéciale d'intérêt touristique depuis 2015. À cela s'ajoute un manque de rénovation et de rigueur en matière de respect de la conformité aux normes dans les réceptifs.

Ce constat est également valable pour les campements villageois qui traversent une crise. Ils ont quasiment tous fermé durant ces dernières années. Cette situation s'est accentuée pendant la période de la pandémie de COVID-19, obligeant ainsi les pouvoirs publics à accordé, à travers le Crédit hôtelier, un concours financier de 20 millions CFA à chacun des sept campements qui répondaient aux conditions exigées, c'est-à-dire l'agrément. Ces fonds sont destinés à appuyer le maintien des emplois sur trois mois, la rénovation, la modernisation ainsi que l'extension des réceptifs pour leur permettre de s'adapter aux besoins de la demande.

#### **2.2.5. Un manque d'implication des populations d'accueil**

Malgré les répercussions positives et des avantages indéniables sur les conditions de vie, le tourisme intégré fait aujourd'hui face à une certaine désaffection de la part de la population qui considère qu'il ne profite pas suffisamment à leur terroir. Ainsi, développer le tourisme, c'est contribué à la création de richesses locales en termes d'emplois et de diversification de moyens de productions locales. Le nombre d'emplois créé par campement est en moyenne de 5 emplois créés.

Par ailleurs, de nombreux exemples illustrent à suffisance les difficultés à développer une gestion touristique durable sans impliquer les populations locales. Globalement, l'objectif de départ concernant l'implication des populations a bien marché mais et il s'est traduit par un volontarisme qui en était le levier. Aujourd'hui, il s'agit de renforcer le développement socio-économique et la conservation du patrimoine naturel et culturel. Cela n'est possible que lorsque toutes les parties prenantes du territoire s'engagent résolument à œuvrer pour le développement endogène de cette filière touristique au profit des populations locales.

Il est fondamental pour le succès de toute activité au niveau local que les communautés locales soient impliquées et responsabilisées. Pourtant, même les femmes qui représentent 60 à 70 % de la main d'œuvre des campements, sont également touchées par ce manque de motivation. Elles occupent des emplois non qualifiés et précaires mal rémunérés. Cela montre combien il serait nécessaire de penser à une amélioration des conditions socioéconomiques de la population.

### 3. Discussion

Le tourisme intégré, selon ses caractéristiques multiples, repose sur les notions de durabilité, de protection de l'environnement et de participation effective des populations à l'activité touristique. Sous ce rapport, il contribue à atténuer la misère des populations qui habitent les zones rurales peuplées en majorité de pauvres comme dans les villages de la Casamance (J-P. Principaud, 2010).

A y voir de plus près, le tourisme intégré, en dépit de ses impacts positifs multiples sur la localité, présente des limites de son utilisation à des fins de développement. Selon Bensahel *et al.* (1999, p.9) : « le tourisme est une activité économique à double visage, à la fois structurante et déstructurante, productive et dégradante, facteur de liberté et instrument de dépendance ». Le tourisme intégré impacte sur les populations et l'environnement physique du milieu rural. En effet, la situation est aujourd'hui devenue très préoccupante. Encore plus préoccupante qu'elle est à l'origine de mutations socio-économiques et environnementales profondes qui affectent sérieusement les populations *in situ* (C. Saglio, 1979). La flambée des prix du foncier a réduit les zones de culture au profit du bâti. Ainsi, la monétarisation des terres a entraîné la décadence de la riziculture contrairement à l'idée selon laquelle la baisse est liée à la pluviométrie serait la principale cause de la dégradation des rizières (B.S. Diouf, 1982b). Sur le plan social, l'occidentalisation de la culture et des modèles de consommation dans un espace traditionnel fragilisé précipite la dislocation des structures sociales et la rupture des pratiques traditionnelles et religieuses notamment chez les jeunes (B.S. Diouf, 1982a)

L'ampleur des bouleversements socio-économiques, politiques et environnementaux engendrés par la léthargie de l'activité des campements est si profonde qu'on parle de crise. Tout cela soulève à nouveau la question de la gouvernance ; du respect de l'environnement et des valeurs culturelles locales. Sans régulation des politiques et des effets néfastes, il n'y a pas de « tourisme durable » possible (Duterme, 2018). Il s'agit alors de mettre davantage l'accent sur la relation fondamentale entre l'image des campements et la perception des populations. Dans cette perspective, il devient nécessaire d'opérer un changement de paradigme en redéfinissant un modèle de développement socio-économique, plus qualitatif et durable, qui tienne compte du patrimoine culturel et environnemental comme facteur de développement hautement décisif.

Pour illustrer cela, O.S., un jeune du village de Baila déclare que « *le tourisme est vital mais il faut structurer le secteur afin de faire perdurer durant toute l'année les activités touristiques en vue de permettre aux campements de fonctionner toute l'année et de continuer à embaucher des jeunes* »<sup>2</sup>.

---

<sup>2</sup> Communication personnelle recueillie lors de l'enquête de terrain.

Ainsi, les auteurs comme Jean Marie Collombon, Sandra Barlet et Danièle, dans leur ouvrage *Tourisme solidaire et développement durable*, ont mis en exergue l'apport du tourisme dans les localités d'accueil. Selon eux, le tourisme doit être abordé et développé avec précaution, en restant ouvert et conscient qu'il peut être un atout mais aussi un désavantage pour un territoire en termes d'externalités négatives importantes mal maîtrisées ; d'où la nécessité d'une planification stratégique globale, en vue de la prise en charge des besoins des visiteurs et des impacts sur les populations.

Après avoir analysé les limites du tourisme intégré, il s'agit de traiter des perspectives. Dans cette optique, l'implication des populations locales paraît fondamentale pour la réussite du projet touristique. Le code mondial d'éthique du tourisme est clair concernant l'implication des populations locales. Il préconise que ces dernières soient associées aux activités touristiques et participent équitablement à la répartition des bénéfices.

#### **4. Perspectives**

Tout projet de développement touristique doit être soumis au consentement des populations locales qui doivent s'y sentir impliquer. Le système touristique implique le patrimoine naturel, architectural et culturel qui font partie intégrante du produit que les touristes consomment. Pour atteindre l'objectif de réduction de la pauvreté, les pouvoirs publics doivent renforcer la promotion du tourisme intégré en encourageant le tourisme interne en direction des campements.

En effet, le tourisme intégré, étant un tourisme qui épouse les contours de la durabilité, est plus pertinent à promouvoir en améliorant les infrastructures de base, en renforçant la formation professionnelle, en harmonisant le fonctionnement des différents réceptifs et en déployant la promotion à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

Certes, les campements ruraux intégrés ont joué un rôle important dans la relance des activités socio-économiques et la stabilisation du climat social. Mais, ils peinent à se servir de leurs propres ressources financières pour amorcer un véritable développement social des villages. En effet, les bénéfices générés ne sont pas tout à fait à la hauteur des besoins et des attentes des populations.

À cet effet, des moyens spécifiques sont nécessaires pour atteindre les objectifs en raison des problèmes spécifiques créés souvent par un tourisme mal exploité : d'où la nécessité d'adapter les stratégies touristiques aux caractéristiques particulières du milieu d'accueil de façon à répondre à l'intérêt des populations et des touristes dans le long terme. En effet, saisir les représentations de la nature, les rapports socio-environnementaux, les valeurs et les types de savoirs doivent être à la base de la conceptualisation du projet social. C'est la raison pour laquelle, après des années de conflit et de destructions sur tous les plans, la Casamance doit travailler aujourd'hui à la reconstruction et à la restauration de son image en tant que destination touristique par la promotion des ressources naturelles et culturelles. Pour cela, il est donc nécessaire de développer de nouveaux produits fondés sur la valorisation du patrimoine et la complémentarité qu'offre la diversité de la Casamance comme le tourisme balnéaire, le tourisme rural, le tourisme culturel et l'écotourisme.



Sur le plan environnemental, le tourisme intégré doit servir de facteur nouveau de revalorisation de l'environnement car l'activité touristique bien planifiée permet de financer des programmes en faveur de l'environnement. D'ailleurs, l'avènement des associations de défense de l'environnement ainsi que les nouvelles politiques pro-écologiques ont poussé les opérateurs touristiques à porter une attention particulière au respect de l'environnement et des valeurs culturelles locales.

Au demeurant, il s'agit là de répondre à la question de savoir par quel mécanisme faut-il assurer une gestion durable, maîtrisée comme facteur de développement ? Dans cette perspective, une importance certaine est à accorder à la participation effective des communautés locales à la planification, à la réalisation et à la gestion des projets sociaux avec une organisation conforme aux idéaux communautaires et aux conditions économiques sociales et culturelles de la localité.

Au Sénégal, le tourisme n'est pas une compétence transférée aux collectivités mais le Conseil régional de Ziguinchor l'exerce par le biais de la clause de compétence générale et par le biais de la compétence développement économique. Les acteurs impliqués doivent s'entendre dans le cadre de leur intervention pour atteindre les objectifs attendus par les populations. Pour ce faire, la stratégie à mettre en œuvre requiert un partenariat et une coopération entre les pouvoirs publics, c'est-à-dire ministères et collectivités territoriales, le secteur privé, la société civile, les partenaires techniques et financiers, afin de créer une dynamique collective et stimuler le secteur.

Le tourisme intégré s'est développé au rythme de la situation politique de la région. Actuellement, le retour progressif de la paix suscite des lueurs d'espoir pour une stabilité propice à sa relance durable de cette filière touristique. Depuis la réhabilitation de quatre campements par la coopération française en 2004, on note une légère amélioration de la fréquentation des campements, mais celle-ci reste encore timide. Le retour à la normale se dessine avec le processus de pacification en cours, les efforts de tous et surtout des organisations de la société civile qui se sont véritablement impliquées au risque parfois de leur existence a permis le retour des partenaires d'appui au développement.

Cependant, ces entraves sont surmontables pourvu que les autorités locales s'impliquent résolument à faire du tourisme, le levier du développement touristique local par l'implication des collectivités locales, des opérateurs touristiques privés, des communautés autochtones et des touristes. Dans ces conditions, l'État doit jouer un rôle primordial en élaborant des politiques adéquates pour l'intérêt de tous et contribuer la reconstruction et la restauration de l'image de la région sur le plan touristique. L'objectif est d'impliquer tous les acteurs concernés à trouver ensemble un mode de gestion garantissant la professionnalisation de l'activité touristique et un impact significatif sur le développement local. Dans un secteur aussi concurrentiel et dévastateur que celui du tourisme, il est indispensable que de telles initiatives naissent, survivent, grandissent et se multiplient afin de freiner les conséquences néfastes entraînées par le tourisme. Ainsi, la qualité des choix stratégiques de ces entités dans la promotion du tourisme intégré joue un rôle prépondérant dans le futur.

La démarche doit être globale et participative en s'appuyant sur un comité de pilotage restreint, composé d'agents du campement, de conseillers municipaux et de membres de l'association de

développement des villages. Cet organe doit se réunir de façon régulière et être accompagné par un comité élargi comprenant les membres du comité restreint ainsi que des personnes ressources de la localité comme les notables, les conseillers municipaux, un représentant de l'Agence régionale de développement et un représentant du Service régional de tourisme ainsi que les partenaires au développement. De surcroît, l'initiative de faire participer la population locale dans l'activité touristique doit être non seulement basée sur une volonté politique mais aussi sur une décision consensuelle entre les pouvoirs publics et les partenaires financiers. Sans cela, l'activité des zones rurales sera à l'image de ce qui se passe dans le tourisme balnéaire qui se traduit par des frustrations de la part des populations impuissantes face aux décisions prises pour leur avoir imposé un modèle de développement économique extraverti.

Sur le plan institutionnel, il s'agit de faire en sorte que les campements villageois aient une reconnaissance juridique différente de celle des établissements privés et une implication des institutions locales comme la Commune dans le suivi et l'évolution des campements qui doivent bénéficier d'une délibération sur le site d'implantation.

Sur le plan environnemental, le potentiel de la région, notamment en produits écotouristiques, apparaît comme suffisant pour assurer des revenus à ces populations déjà habituées à recevoir des touristes. Aussi faudrait-il que tous les acteurs concernés travaillent dans la même direction. De ce fait, l'implantation du campement contribue à la valorisation et à la sauvegarde du patrimoine naturel, architectural et culturel par la mise en place de circuits éco touristiques (protection des zones forestières par l'identification de sentiers balisés et transfert de connaissance de la biodiversité par la signalétique) et l'utilisation des énergies renouvelables (solaire).

Sur le plan socio-économique : les populations doivent sentir la capacité des campements à diminuer l'exode rural par la création d'emplois intensifs. Malheureusement, pour ne citer que l'exemple du campement de Kafountine, qui n'a créé que cinq emplois directs et a contribué à créer moins d'opportunités dans les secteurs de l'artisanat, du maraichage, du commerce et de la pêche. Alors que les campements doivent participer à l'amélioration des conditions de vie des villageois par la revitalisation de l'économie locale à travers la transformation des produits locaux mais aussi à l'investissement dans des équipements collectifs comme des salles de classes, des foyers de jeunes et d'infrastructures sanitaires.

Sur le plan touristique, l'accroissement de la fréquentation touristique est une condition *sine qua non* pour le développement durable des campements villageois à travers l'augmentation sensible de la durée de séjour qui demeure aujourd'hui très faible (une nuit en moyenne). C'est pourquoi, il devient nécessaire de réhabiliter les infrastructures, de professionnaliser les acteurs locaux et d'améliorer sensiblement la qualité des prestations.

Sur le plan de la formation, la réussite de cette activité nécessite du professionnalisme pour mieux vendre la destination. Le manque de formation influe sur le niveau des services et des prestations touristiques. Pour faire de la destination Casamance un grand marché touristique, des efforts doivent être fournis sur le plan organisationnel et professionnel. La formation doit toucher toutes les compétences inhérentes au relationnel et à l'éducation comportementale, mais aussi aux savoirs managériaux et technologiques. Pour qu'il y ait une bonne formation, il est important de prendre

en compte les besoins locaux ainsi que les comportements des clients dont les besoins et les exigences croissent de plus en plus. C'est pourquoi la formation doit être rigoureuse et ne doit pas se définir que par des compétences à acquérir pour mieux vendre des services aux clients potentiels mais il s'agit d'aller au-delà puisque le tourisme exige du professionnalisme. Comme toute autre formation professionnelle, la formation touristique doit obéir à des critères, à des objectifs globaux, intermédiaires et spécifiques. Ces objectifs doivent être déterminés selon les besoins en personnel qualifié, par spécialité afin de répondre au manque de services de qualité et réduire les faiblesses de l'offre du point de vue qualitatif et quantitatif.

## **Conclusion**

Le tourisme rural intégré représente une opportunité formidable aussi bien pour le Sénégal, afin de diversifier son offre touristique à côté du balnéaire, que pour la Casamance dont les populations ont eu à bénéficier directement ou indirectement ses retombés par l'exploitation d'activités génératrices de revenus.

Le tourisme rural intégré a placé la Base Casamance en position de carrefour et de convergence des flux touristiques en provenance non seulement des principales zones géographiques de la région mais aussi des pays frontaliers comme la Gambie et la Guinée Bissau. Cependant, en raison de l'expérience *in situ* des communautés locales, il présente des manquements multiples. Du fait de l'essor considérable de ce tourisme, l'économie traditionnelle des villages casamançais s'est vue disqualifiée et remplacée par une économie moderne ouverte sur l'international. Aujourd'hui, elle est largement dominée et dépendante de l'étranger. Cette dépendance des touristes pousse certains réceptifs à fermer durant la basse saison.

Certes des mesures d'accompagnement ont été prises en faveur des campements pendant la période de la Covid-19 mais celles-ci semblent insuffisantes pour rattraper le retard accusé dans la promotion et la réhabilitation des campements. Toutefois, l'espoir est encore permis tant que la situation reste réversible pour de meilleures perspectives touristiques en Casamance. Pour ce faire, le Sénégal doit apprendre de ses erreurs dans ses orientations touristiques en réinventant un plan de développement touristique rural cohérent et durable qui tient compte des échecs du passé et des réalités de l'arrière-pays.

Dans cette perspective, il apparaît essentiel d'adapter les structures et infrastructures du tourisme aux particularités du lieu et des communautés autochtones. D'autant plus que le tourisme permet à ces régions d'impulser le développement local. À ce propos, un tourisme développé par les populations locales elles-mêmes permet d'atteindre les objectifs de développement durable. C'est en cela que le tourisme rural intégré soutient de manière efficace l'économie locale profitable à la population d'accueil.

## Références bibliographiques

BELATTAF M, et MOULOUD A, « Évolution, formes et impacts de l'activité touristique : pour un tourisme durable », 19 p.

BENSAHEL Liliane, DONSIMONI Meriam, 1999, *Le tourisme, facteur de développement local*, Éditions, Presses Universitaires de Grenoble.

COLLOMBON Jean Marie, SANDRA, B., DANIELE R., 2014, *Tourisme solidaire et développement durable*, Paris, Les Éditions du Cret. Juin.

CORMIER-SALEM Marie-Christine, 2007, « Enjeux du développement durable dans les pays du Sud : du discours à la pratique », DANS *Le développement durable*, sous la direction de Yvette VEYRET, p. 378-383. Paris : Sedes

DE KADT Emmanuel, 1980, *Tourisme passeport pour le développement ? Regards sur les effets culturels et sociaux du tourisme dans les pays en développement*. UNESCO-Banque Mondiale, Paris, Éditions Économica, 345 p.

DIOMBERA Mamadou, 2012, « Le tourisme sénégalais à la recherche d'une nouvelle identité ». *Téoros*, UQUAM.

SAGLIO, Christian (1979) « Tourisme à la découverte : un projet au Sénégal, en Basse-Casamance », DANS *Tourisme, passeport pour le développement ?*, sous la direction de Emmanuel de KADT, Paris : Economica, p. 316-330.

DIOUF Binta Sène, 1982a, « Le tourisme en Basse-Casamance (Sénégal) : ses caractéristiques et son impact socio-économique », *Bulletin de l'IFAN*, tome 44, série B, n°1 et 2, janvier-avril, p. 76-136

DIOUF Binta Sène, 1982b, « Le Tourisme balnéaire pratiqué dans les villages de vacances de grand standing (Club-Med) et le Tourisme rural intégré pratiqué dans les campements villageois, Université de Dakar.

DUTERME Bernard, 2018, « Tourisme Nord-Sud : le marché des illusions », dans *La domination touristique*, Paris/Louvain-la-Neuve, Syllepse/CETRI.

GOUDIABY Adama, SAGLIO Christian, SANE Bacary Denis, 1975, « Tourisme à la découverte », USA.

KNAFOU Rémy, 2007, « Tourisme et développement durable », DANS *Le développement durable*, sous la direction de Yvette VEYRET, Paris : Sedes, p. 178-192.

MANÉ Mame Astou, 2001, « Tourisme rural intégré : un exemple de projet de développement communautaire en Basse-Casamance ». Mémoire de DEA, Dakar : université Cheikh Anta Diop, département de géographie. 125 p.

OMT-PNUD, 2003, « Impact du tourisme sur l'économie sénégalaise ». Madrid, Avril, 144 p.

PRINCIPAUD Jean-Philippe, 2010, « De la difficulté de développer le tourisme solidaire en Afrique subsaharienne : L'exemple (déjà ancien) du « tourisme rural intégré » en Basse-Casamance », *TÉOROS*, vol. 29, n° 1, p. 90-99.

SAGLIO, Christian (1985) « Un autre tourisme — Sénégal — tourisme rural intégré en Basse-Casamance », *Espaces*, n° 76, p. 29-32.

SELOUA Gouridja, 2007, *Tourisme et développement durable. Quelles conjugaisons ? Cas du Maroc*. Université du Littoral Côte d'Opale- Docteur ès Sciences Économiques 2007, 236 p.

TIBESER Arthur, 1985, « Le fonctionnement économique des campements villageois par Université de Dakar.